

CURRICULUM VITAE

LEMAIRE

FABRICE GUY CHRISTIAN

Né le 07 novembre 1970 à Haubourdin (Nord)

Nationalité : française

Situation de famille : marié

Service militaire effectué en 1995 (43^e RI à Lille puis CM 215 à Douai). Réserviste citoyen depuis 2011 (grade de commandant)

Email : flemaire@univ-reunion.fr

Diplômes

- BAC B (sciences économiques) obtenu en 1988
- DEUG de droit obtenu en 1990 (mention AB : moyenne comprise entre 13 et 15)
- Licence en droit obtenue en 1991 (mention AB)
- Maîtrise en droit public obtenue en 1992 (mention AB)
- Lauréat du concours de la faculté de droit de Lille II en 1992
- DEA de droit public obtenu en 1993 (mention AB)
- Doctorat en droit public obtenu le 10 janvier 1998 avec la mention très honorable, les félicitations unanimes du jury et la possibilité de concourir pour le prix de thèse et la subvention du ministère aux fins de publication. Jury : Jean-Claude Bonichot, Roland Drago (rapporteur), Manuel Gros (directeur), Pierre Lecocq, Jacques Robert (rapporteur), Xavier Van-Den-Driessche
- Certificat d'aptitude à la profession d'avocat obtenu en 1998

Activités pédagogiques

Activité d'enseignement

Vacataire chargé de travaux dirigés en droit constitutionnel (DEUG droit 1) aux facultés de droit de l'Universités de Lille II et de l'Université catholique de Lille durant les années universitaires 1993 et 1994

ATER (à temps plein) à l'Université de Lille II chargé de travaux dirigés en droit constitutionnel, méthodologie de la recherche (DEUG droit 1) et en droit administratif (DEUG droit 2) pour les années universitaires 1996 et 1997

Maître de conférences en droit public à la faculté de droit de l'Université de La Réunion depuis le premier septembre 1999 dans différents niveaux :

- capacité en droit deuxième année
- Diplômes universitaires
- Licence 1 et 2 droit
- Licence 1 et 2 AES
- Licence d'administration publique (L 3)
- Master 1 en droit général et Master 1 relations internationales
- Master 2 en droit des collectivités locales et Master 2 calcul économique et gestion locale

- préparation au CRFPA
- préparation aux concours de catégories A et B

Droit administratif :

- 1) *institutions administratives* : DEUG AES 2 (24 h CM à Saint-Denis et 24 h au Tampon) en 1999 et 2000
- 2) *droit administratif général* :
 - préparation au CRFPA (10 h CM) en 1999
 - L 2 droit cours magistral (42 h) avec encadrement des 2 chargés de TD au premier semestre 2004, 2005, 2007 (police, service public, légalité, responsabilité) et au second semestre 2006 (actes, justice, recours).
 - licence d'administration publique et préparation aux concours administratifs (LAP-PCA : 24 h CM et 6 TD) en 2004, 75 h CM et TD de 2005 à 2009
- 3) *droit administratif spécial* : capacité en droit 2 (30 h CM) en 1999 et 2000
- 4) *droit administratif des biens* : LAP-PCA (9 h CM) de 2007 à 2009, 2012, 2013
- 5) *droit de la fonction publique* : LAP-PCA (9 h CM) en 2009, 21 h CM en 2012, 2013
- 6) *droit de la concurrence des collectivités locales* : DESS calcul économique et gestion locale (12 h CM) en 1999

Droit constitutionnel :

- 1) *introduction au droit public et institutions politiques françaises* (cours magistral avec encadrement des 3 chargés de TD) : DEUG AES 1 en 2000 (48 h) : L'Etat, La Constitution, La souveraineté, Les régimes politiques (semestre 1), La cinquième République (semestre 2)
- 2) *droit constitutionnel* (cours magistral avec encadrement des 2 chargés de TD) : DEUG droit 1 au second semestre 2003 (36 h : La cinquième République : l'exécutif, le Conseil Constitutionnel, la révision de la Constitution) et 2007 (15 h : l'exécutif sous la cinquième)

Finances publiques :

- 1) *finances de l'Etat* : LAP-PCA (30 h CM et TD) en 2001, 2002 et 2004 à 2009
- 2) *finances locales* :
 - DESS droit des collectivités locales (30 h CM) de 2001 à 2003
 - LAP-PCA (30 h CM et TD) de 2001 à 2004, de 2008 à 2009, 2012, 2013
- 3) *droit fiscal* : maîtrise en droit public (30 h CM) de 2001 à 2003

Autres enseignements juridiques :

- *grands systèmes juridiques et politiques comparés* : maîtrise en droit public (24 h CM) en 1999 et 2000
- *culture juridique* : CRFPA (10 h TD oral blanc) en 2007

Culture générale :

- 1) *grand oral* (interrogation sur des sujets théoriques ou commentaires de textes suivi d'un débriefing de l'étudiant) : LAP-PCA (10 h TD) de 2004 à 2007
- 2) *Enseignement* :
 - LAP-PCA de 2005 à 2009 : l'Education (3 h CM)
 - PCB (4 h CM : l'Education et les peurs d'aujourd'hui) en 2006 et 2007

Méthodologie :

- 1) *méthodologie de la recherche* : maîtrises en droit public et privé (18 h) de 1999 à 2001
- 2) *méthodologie des épreuves de concours administratifs* :
 - LAP-PCA (16 h : dissertation, commentaire de texte et note de synthèse) en 2000

- Master 2 collectivités locales (10 h : dissertation et oraux) de 2006 à 2008
- DU métiers de la sécurité (8 h : les épreuves physiques, l'entretien professionnel) en 2012 et 2013

3) *note de synthèse* :

- LAP-PCA (36 h TD) en 2000, 2002, 2003, 2007 à 2009 et 16 h TD de 2004 à 2006
- Préparation au CRFPA (10 h CM) en 2000, 2001, 2003 à 2006 et 18 h de 2007 à 2009
- Master 2 collectivités locales (10 h CM) de 2003 à 2008 et 20 h en 2009
- Master 1 Relations internationales : 10 h CM en 2005 et 2006 et 18 h CM de 2007 à 2009, 2012, 2013
- PCB : 24 heures TD de 2006 à 2008

4) *présentation du parcours personnel ou professionnel* : LAP-PCA (10 h) en 2008, 2009, 2012, 2013

Université des Comores

Cours de grands services publics en master droit première année (24 h) en octobre 2011

Intervenant au CEFSM (*Centre d'Etudes et de Formations Supérieures de Mayotte*) dans la LAP :

- finances de l'Etat (24 h CM) en 2007 et 2009
- droit administratif général (24 h CM) en 2007, 2010 et 2011
- grand oral (10 h TD) en 2007
- présentation du parcours personnel ou professionnel (10 h TD) en 2008, 2009 et 2010

Intervenant au CNED pour :

- l'élaboration du livret numérique de méthodologie et d'entraînement (sujets de QCM, QRC et dissertation) ainsi que l'élaboration de deux sujets annuels de dissertation et la correction individualisée des copies en droit administratif général et spécial pour la lap à distance depuis 2011.
- les journées de regroupement à La Réunion en finances de l'Etat, note de synthèse et grand oral pour la lap à distance en 2010

Intervenant à l'Ecole Nationale d'Application des Cadres Territoriaux (ENACT) comme formateur pour le fondamental de finances locales (30 h en 2003)

Formateur pour les concours administratifs

Université de La Réunion pour la formation du personnel à la préparation de l'épreuve orale de culture générale ou d'entretien professionnel des concours de SASU, d'AAENES et de l'IRA en interne et externe (12 h en 2005 et 2006)

Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) pour la préparation aux épreuves de :

- droit public (24 h en 2000 et 2005), de finances, budgets et interventions économiques (24 h en 2003 et 21 h en 2008), d'entretien professionnel (14 h en 2005) et de note de synthèse (30 h en 2003 et 2005) pour les concours externe, interne et de troisième voie de *rédacteur territorial*
- finances publiques (14 h en 2007) du concours d'*attaché territorial*
- finances locales (10 QRC en 2013 pour la base nationale de formation à distance du CNFPT, 30 h en finances, budgets et interventions économiques en 2013) du concours de *rédacteur principal*

Centre Académique de Formation de l'Administration (CAFA) : préparation aux épreuves de :

- note administrative (24 h en 2003, 2004, 2005) et finances publiques (24 h en 2004, 2005) pour le concours interne d'*AASU*
- note de synthèse (24 h en 2004, 2005, 2006, 2007) et droit public (8 h en 2004) pour le concours interne de *SASU*
- note administrative (20 h), finances publiques (24 h), droit constitutionnel (12 h) et droit administratif (18 h) pour le concours interne de *l'IRA* (2006 et 2007)
- note administrative (16 h en 2006) pour l'examen professionnel de *SASU classe exceptionnelle*
- note administrative (14 h) et QRC (12 h) pour le concours interne d'attaché d'administration de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur (*AAENES*) en 2006
- oral professionnel pour l'examen d'*APASU* (12 h) en 2006

Préparation interministérielle aux concours administratifs (préfecture de La Réunion) pour :

- la note de synthèse et la note administrative (concours de catégories A et B) en 2006 (16 h)
- les finances publiques (*IRA*) en 2006 (20 h) et 2007 (24 h)

Direction Régionale de l'Administration Culturelle (DRAC) pour la préparation à l'épreuve écrite de questions en gestion administrative, gestion financière et ressources humaines du concours interne de *secrétaire administratif* (28 h) et de note de synthèse pour le concours d'*attaché* (14 heures) en 2007 et 2008 (10 h)

Administration régionale judiciaire pour la préparation à l'épreuve écrite de finances publiques de l'*examen professionnel de secrétaire administratif* en 2007 (12 h)

Administration pénitentiaire pour le jury blanc de l'épreuve orale de culture générale du concours interne de lieutenant pénitentiaire en 2013 (4 h)

Responsabilité de filières

Université de La Réunion

Directeur des études de la LAP (licence d'administration publique) en 2003

Responsable de la PCA (préparation aux concours administratifs) de 2004 à 2010

Initiateur (2007) et responsable de la LAP Mayotte de 2009 à 2011

Initiateur et responsable de la LAP à distance (partenariat Université de La Réunion, CNED-Université de Poitiers) en 2010

Concepteur et responsable de la PCB en 2006 et 2007

Réfèrent pédagogique en L1 Droit en 2008 et 2009 (avis sur les demandes des lycéens dans le cadre d'admission post bac, entretiens individuels et orientation vers un dispositif de soutien ou de réorientation des étudiants en difficultés).

Concepteur et responsable du DU de préparation au concours des IFSI depuis 2011

Concepteur et responsable du DU de préparation aux concours des métiers de la sécurité depuis

2011

Université des Comores

Membre du groupe de travail sur la création et de l'atelier de formation des intervenants du master administration publique et gestion des collectivités de l'Université des Comores en mai 2012 en partenariat avec l'Université Paris 1

Mayotte

Coresponsable de la classe préparatoire aux études de santé de Mayotte en partenariat avec le vice rectorat de Mayotte en 2012

- conception de la maquette pour la partie français, culture générale, méthodologie et découverte des métiers
- avis sur le recrutement des enseignants et des étudiants

Activités de recherche

Thèse dactylographiée sur la collaboration occasionnelle au service public (553 pages)

Ouvrages

1) Les QRC aux concours, *La documentation française*, collection FAC (formation, administration, concours), juillet 2008 (139 p.). Direction de l'ouvrage (écrit en collaboration avec deux économistes et une publiciste spécialiste du droit communautaire) et rédaction de la partie méthodologie ainsi que de 454 QRC en droit constitutionnel (137), droit administratif (182) et finances publiques (135)

2728 exemplaires vendus au 26 septembre 2011

2) Droit administratif général et spécial, *CNED*, lap à distance, juillet 2011 (266 p.). Mise à jour juillet 2012 et juin 2013 (avec création d'un glossaire). Refonte en avril 2014 avec création de tableaux et schémas de synthèse et d'un résumé pour chaque chapitre.

Articles (par ordre d'écriture) : 39 exclusivement dans des revues de rang A

Doctrine

1) "La force majeure : un événement irrésistible", *Revue du droit public*, 1999, n° 6, pp. 1723-1740

2) "Les missions d'information parlementaire : une inutilité parlementaire ?", *Revue de la Recherche Juridique*, 2000-4, pp. 1515-1530

3) "La réforme de la durée du mandat présidentiel", *Revue juridique de l'Océan Indien*, 2001, n° 1, pp. 79-88

4) "Les requérants d'habitude", *Revue française de droit administratif*, 2004, n° 3, pp. 554-572. Ce travail a fait l'objet de l'attribution d'un Budget Qualité Recherche

5) "La responsabilité du fait de la collaboration occasionnelle au service public", *J. Cl. Adm.*, fasc. 942, février 2004 (16 p.), mise à jour en décembre 2006 et refonte réalisée en janvier 2014 à publier en mars 2014

6) "La responsabilité des services départementaux d'aide sociale à l'enfance : entre évolution et confirmation", *Revue trimestrielle de droit sanitaire et social*, 2004, n° 2, pp. 441-450

7) La définition juridique du sport, *JCP administrations et collectivités territoriales*, 21 juillet 2008, étude n° 2181, pp. 39-44

- 8) Du prétendu risque de disparition de la responsabilité pour risque en droit administratif, *Droit administratif*, 2011 n° 10, *Etude* 18, pp. 9-18.
- 9) Le droit de retrait dans la fonction publique, *Actualité juridique fonctions publiques*, n° 5, septembre-octobre 2013, *Etude*, pp. 257-264.

Commentaires de jurisprudence

- 1) Commentaire de l'arrêt de la cour d'appel de Paris du 3 décembre 1997, Morand, *Revue des procédures collectives*, 1999, n° 1, pp. 10-14 (un mandataire judiciaire non désigné est collaborateur occasionnel du service public)
- 2) Commentaire de l'arrêt du Conseil d'Etat du 25 septembre 1998, Mégret, *Actualité juridique du droit administratif*, 20 mars 1999, pp. 240-244 (la désignation d'un parlementaire en mission n'est pas un acte de gouvernement)
- 3) Commentaire de l'arrêt de la première chambre civile de la Cour de cassation du 13 octobre 1998, Méloux, *Dalloz*, 13 juillet 2000, pp. 577-580 (refus de la qualité de collaborateur occasionnel du service public à un avocat)
- 4) Commentaire du jugement du tribunal administratif de Saint-Denis de La Réunion du 21 octobre 1999, Leroy, *JCP édition générale*, 5 avril 2000-II-10287 (interdiction de la cryogénéisation d'un défunt)
- 5) Commentaire de la décision du Tribunal des conflits du 8 avril 2002, Mélenec, *Revue juridique de l'Océan Indien*, 2004, n° 4, pp. 277-297, (qualités de juridiction judiciaire de la CNITAT et de collaborateur occasionnel du service public du médecin qualifié)
- 6) Commentaire des arrêts rendus par la chambre mixte de la Cour de cassation le 4 novembre 2002, X contre société des éditions Albin Michel, *Les Petites affiches*, 26 septembre 2003, n° 193, pp. 15-19 (notion de service public)
- 7) Commentaire de l'arrêt de la cour administrative d'appel de Lyon du 27 novembre 2003, Nadjat Ben Abdallah, *Actualité juridique de la fonction publique*, 2004, n° 2, pp. 90-94 (port du foulard par un fonctionnaire)
- 8) Commentaire de l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Marseille du 15 novembre 2004, Garde des sceaux, *JCP administrations et collectivités territoriales*, 21 février 2005, commentaire n° 1092, pp. 418-420 (faute lourde et service pénitentiaire)
- 9) Commentaire de l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Nancy du 6 janvier 2005, Mme Monnier, *JCP Collectivités territoriales-Intercommunalité*, 2005, n° 125, pp. 33-35 et *Revue d'action juridique et sociale* avril 2005, n° 244, pp. 55-57 (responsabilité d'un département du fait du retrait légal de l'agrément d'une assistante maternelle)
- 10) Commentaire de l'arrêt du Conseil d'Etat, 11 février 2005, GIE Axa courtage, *Dalloz*, 30 juin 2005, pp. 1763-1765 (responsabilité de l'Etat pour les dommages causés par un mineur placé au titre de l'assistance éducative)
- 11) Commentaire du jugement du TA de Lille du 5 avril 2005, Mme Marianne Bleitrach, *JCP administrations et collectivités territoriales*, 18 juillet 2005, commentaire n° 1274, pp. 1164-1165 (responsabilité de l'Etat pour défaut d'accessibilité d'une avocate handicapée aux juridictions de sa région)
- 12) Commentaire de l'arrêt de section du Conseil d'Etat du 13 avril 2005, Magerand, *JCP édition générale*, 27 juillet 2005-II-10107, pp. 1467-1469 (refus de l'ordre des avocats de désigner d'office un avocat et droit au recours)
- 13) Commentaire du jugement du tribunal administratif de Saint-Denis de La Réunion du 22 juillet 2005, Jean-Philippe Jean Marie, *Revue de droit sanitaire et social*, 2005, pp. 826-834 (responsabilité des services sociaux pour le transfert d'enfants réunionnais en métropole dans les années soixante)
- 14) Commentaire du jugement du tribunal administratif de Saint-Denis de La Réunion du 22 juillet 2005, Gérard Thiault, *Revue générale des collectivités territoriales*, novembre-décembre

2005, n° 37, pp. 435-439 (responsabilité de l'administration suite au décès d'un jeune homme tombé dans un volcan lors d'une éruption)

15) Commentaire de l'arrêt de section du Conseil d'Etat du 1^{er} février 2006, MAIF, *Revue générale des collectivités territoriales*, 2007, n° 39, pp. 58-65 (responsabilité de l'Etat pour les dommages causés par un mineur délinquant)

16) Commentaire de l'arrêt du Conseil d'Etat du 15 février 2006, Consorts Maurel-Audry, *Revue Française de Droit Administratif*, 2006, n° 3, pp. 619-623 (responsabilité de l'Etat pour les dommages causés par un ancien détenu ayant bénéficié d'une libération anticipée)

17) Commentaire du jugement du tribunal administratif de Lille du 23 mai 2006, Montens, *Actualité juridique du droit administratif*, 2006, pp. 1570-1572 (responsabilité de l'Etat envers une mère de famille dont l'enfant est né atteint du syndrome d'alcoolisation fœtale)

18) Commentaire du jugement du tribunal administratif de Lille du 20 juin 2006, Hurtrel, *Gazette du palais*, 24 septembre 2006, pp. 16-20 (responsabilité de l'Etat envers une buraliste en raison de la hausse du prix du tabac)

19) Commentaire de l'arrêt du Conseil d'Etat du 27 septembre 2006, Commune de Baalon, *Actualité juridique du droit administratif*, 2007, pp. 386-390 (responsabilité pour faute simple d'une commune pour abstention du maire à mettre en œuvre ses pouvoirs de police des édifices menaçant ruine)

20) Commentaire de l'arrêt de la Cour d'appel de Saint-Denis de La Réunion chambre commerciale 29 janvier 2007 CGE contre SA Fibres coopérative, *Actualité juridique du droit administratif*, 2007, pp. 755-758 (responsabilité de la CGE en tant que collaboratrice occasionnelle du service public de lutte contre l'incendie)

21) Commentaire de l'arrêt d'assemblée du Conseil d'Etat du 8 février 2007, M. Gardedieu, *Revue Trimestrielle des Droits de l'Homme*, juillet 2007, pp. 909-924 (responsabilité de l'Etat du fait d'une loi inconstitutionnelle)

22) Commentaire de l'arrêt de section du Conseil d'Etat du 22 février 2007, Association du personnel relevant des établissements pour inadaptés (APREI), *Revue générale des collectivités territoriales* n° 41 pp. 201-207 (notion de service public)

23) Commentaire de l'arrêt du Conseil d'Etat du 2 mars 2007 BFCOI, *Revue Lamy collectivités locales*, juillet 2007, pp. 12-15 (notion de faute personnelle)

24) Commentaire de l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Bordeaux du 27 mars 2007, Consorts Lipietz, *Revue de la Recherche Juridique* 2007-4, pp. 2157-2167 (responsabilité de la SNCF dans l'internement et le transport de juifs au cours de la seconde guerre mondiale)

25) Commentaire de l'arrêt de section du Conseil d'Etat du 12 octobre 2009 Mme Chevillard et consorts Bancherelle, *Revue Française de Droit Administratif*, 2010, n° 2, pp. 410-417 (responsabilité de l'Etat suite au décès d'un pilote d'hélicoptère d'une société privée intervenue lors d'un sauvetage en mer en tant que collaborateur occasionnel)

Commentaires de textes

1) " Actualité du principe de rétroactivité de la loi fiscale à propos de la proposition de loi organique du 26 octobre 1998 ", *Revue de jurisprudence fiscale*, 1999, n° 3, p. 186-190

2) Commentaire de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, *Gazette du Palais*, 22 octobre 2000, pp. 3-12

Observations de jurisprudence

1) Observations sous le jugement du tribunal administratif de Chalons-en-Champagne du 28 janvier 1999, Valensi, *Droit administratif*, juillet 1999, commentaire n° 19, (principe d'égalité de traitement entre hommes et femmes pour la remise des prix à un marathon)

2) Observations sous l'arrêt du Conseil d'Etat du 13 avril 2005, Fédération de paintball sportif, *Revue juridique et économique du sport*, septembre 2005, pp. 32-33 (refus de qualifier le

paintball de sport)

3) Observations sous les jugements du tribunal administratif de Saint-Denis de La Réunion des 15 mai 2005 et 22 février 2006 Préfet de La Réunion, *Droit administratif, juillet 2006, commentaire n° 111, pp.20-21* (fermeture d'une école par un maire le lundi de Pentecôte en raison d'un risque de grève)

Activités administratives

Au sein d'une composante

UFR droit et économie de l'Université de La Réunion

Co-responsable des relations avec les milieux professionnels juridiques en 1999 et 2000

Directeur du DPAG juillet 2004 – juillet 2010.

Membre de la commission de rédaction des statuts du CRJ (centre de recherche juridique) en 2006

Membre du conseil de l'UFR de novembre 2005 à février 2010

Administrateur provisoire de l'IUFM de l'Université de La Réunion du 1^{er} janvier au 1^{er} juin 2012

Au sein de l'administration centrale de l'Université de La Réunion

Membre du conseil d'administration de l'Université de juin 2008 à juillet 2012

Vice-Président du CEVU de septembre 2008 à juillet 2012

Membre de la section disciplinaire de février 2010 à octobre 2012

Directeur du Service universitaire des arts et de la culture (SUAC) de janvier 2010 à juillet 2012

Directeur du Service de la vie universitaire (SVU) de septembre 2009 à juillet 2012

Référent défense et sécurité nationale Université de La Réunion depuis octobre 2010

Fonctionnaire de défense de sécurité Université de La Réunion depuis juillet 2013

Chancellerie de l'académie de La Réunion : *membre du conseil d'administration* de décembre 2008 à novembre 2012

Activités d'expertise

Jury de concours et examens

Membre du jury pour les concours et examens de la fonction publique territoriale organisés par le CNFPT et le centre de gestion de la fonction publique territoriale de La Réunion concernant

les épreuves de :

- grand oral (2001, 2002, 2006, 2007) de l'examen professionnel d'attaché territorial principal
- oral de finances publiques des concours d'attaché territorial (2002, 2003, 2004) et de l'examen professionnel d'attaché territorial principal (2002, 2003, 2004, 2006 et 2008)
- oral de droit public des concours d'adjoint administratif (2002), rédacteur territorial (2003) et attaché territorial (2010)
- note de synthèse du concours de rédacteur territorial (concours externe 2003 et 2005), de l'examen de rédacteur chef (2004) et de l'examen professionnel d'animateur territorial chef (2009)

Membre du jury du concours externe de professeur des écoles pour l'épreuve pré-professionnelle en 2003, 2004 et 2005

Membre du jury du diplôme supérieur en travail social pour l'épreuve de mémoire en 2004

Membre du jury pour le recrutement d'adjoint de sécurité de la police nationale pour l'entretien oral en 2011

Membre de jurys de concours ITRF (BAP I puis J) depuis 2006 (inscrit sur la liste des experts : arrêté du 31 mars 2006, BOEN n° 15 du 13 avril 2006 et arrêté du 6 mars 2008, BOEN n° 13 du 27 mars 2008, renouvellement en décembre 2012) :

- Expert aux concours interne et externe de gestionnaire en administration scientifique et technique (Université de La Réunion 2008)
- Président du jury au concours interne d'Ingénieur d'études "chargé d'animation d'ingénierie en formation continue" (Université de La Réunion 2009)
- Expert au Concours interne de technicien Formation et orientation-insertion professionnelle pour le SUAIO (Université de La Réunion 2010)
- Président des Concours interne (UFR droit et économie) et externe (UFR sciences de l'homme et de l'environnement) de gestionnaire en administration scientifique et technique (Université de La Réunion 2011)
- Expert au Concours interne d'Ingénieur d'études chargé des finances (Université de Nouvelle-Calédonie 2011 et 2012)
- Expert au concours de gestionnaire financier et comptable à l'observatoire des sciences de l'Université de La Réunion (Université de La Réunion 2012)

Examen d'entrée dans un CRFPA (centre régional de formation professionnelle des avocats) :

- Concepteur et correcteur de l'épreuve de note de synthèse (2004-2009)
- Examineur pour l'épreuve orale de finances publiques (2005, 2007 et 2008)
- Double correcteur de l'épreuve écrite de droit administratif (2007, 2008)

Autres jurys

Membre du jury pour les rapports de fin de stage des attachés territoriaux en 2002, 2003, 2004 et 2006

Membre du jury pour l'allocation pour la diversité dans la fonction publique en octobre 2010 à la Préfecture de La Réunion

Membre de la commission régionale d'admission au titre d'expert-comptable (arrêté du ministre de l'enseignement supérieur du 11 octobre 2011 publié au BO n° 40 du 3 novembre

2011) : réunions les 7 février (1 candidat) et 27 novembre 2012 (1 candidat), 7 juin 2013 (2 candidats)

Evaluation de formations

Expert pour l'évaluation des licences droit et administration publique de l'Université de Reims Champagne-Ardenne dans le cadre de l'auto évaluation des formations en avril 2010

Membre des assises de la formation police des 22 novembre et 4 décembre 2012 : réflexion sur les actions de formation à mener pour la police

Stages

Stages en juridiction à la chambre sociale de la Cour d'appel de Douai, à la Cour d'assises de Douai et au tribunal administratif de Lille

Stages en cabinet d'avocats chez Coopers et Lybrand ainsi que chez Duel à Lille